

Face à la libéralisation du transport ferroviaire, quelle politique de service public en 2012 ?



DÉBAT

Le service public ferroviaire devrait rester un bien commun

C'est un choix de société. Or, les politiques européennes de déréglementation autorisent maintenant la circulation de trains privés concurrençant le service public. De nouvelles entreprises capitalistes peuvent utiliser les rails, les gares, les outils du service public financés par l'argent public... et feront des bénéfices sur les «prix voyageurs». Ce n'est pas acceptable.

Nous sommes confrontés à une tendance de fond, renforcée par les politiques libérales conduisant à des attaques répétées.

Déjà, les voyageurs et voyageuses ne reconnaissent plus le service public SNCF, avec des prix TGV illisibles, purement commerciaux, qui varient pour la même distance, et avec des pannes fréquentes ou des retards dus au manque d'investissements sur les infrastructures et le matériel roulant.

Mais la démarche libérale se traduit aussi par :

- la casse du Fret (marchandises), organisée depuis 2002, qui vise la filialisation et la privatisation,
- la dérèglementation tarifaire du TGV et la recherche de rentabilité économique,
- la suppression de plus en plus de trains Corail,
- l'impasse financière pour les TER dans laquelle les décisions gouvernementales ont placé les conseils régionaux.

La casse du service public touche en premier lieu les classes populaires et menace l'avenir. Ces dégradations provoquent des réactions. Les luttes se multiplient depuis plusieurs années aux niveaux local, national et européen.

C'est pourquoi les organisations syndicales de cheminots ont répondu le 8 novembre à l'appel à la grève de la Fédération Européenne des Travailleurs des Transports.

C'est pourquoi aussi Le Front de Gauche défend le service public ferroviaire comme un outil essentiel au service des usagers et de l'aménagement du territoire, garantissant un véritable droit au transport, prenant en compte les exigences environnementales. La démarche libérale et commerciale tourne le dos à cet objectif !

Le service public est porteur de valeurs incontournables pour la société que nous voulons construire : l'égalité sociale et territoriale, la démocratie et la solidarité.

Cette logique se situe au cœur de la vision stratégique d'une gauche de transformation sociale. **Le Front de Gauche considère le service public ferroviaire comme le moyen indispensable au développement des transports, non plus dominés par la rentabilité à court terme mais centrés à la fois sur les besoins des populations et sur la prise en compte des exigences écologiques.**

Le service public ferroviaire, comme les autres services publics, doit échapper aux appétits du marché capitaliste.

Les propositions du Front de gauche

Et pour ce faire, un certain nombre de mesures seront incontournables pour le droit au transport pour toutes et tous :

- Rétablir des services publics de qualité, fidèles à leur mission d'égalité, présents sur tout le territoire.
- Prévoir des investissements publics suffisants, notamment en terme d'infrastructures.
- Assurer l'obligation de revoir des dessertes, y compris dans les régions moins denses en population. Pour nous, les activités les plus rentables doivent permettre de financer les autres.
- Revoir la base tarifaire du titre de transport : revenir au tarif kilométrique identique sur tout le territoire.
- Ces mesures exigent une seule entreprise intégrée, soit la réunification de Réseau ferré de France (RFF) et de la SNCF

En outre, le rail est un mode de transport efficace énergétiquement, qui ouvre la possibilité d'utiliser une énergie propre, renouvelable.

Mais la dimension européenne est devenue incontournable. Un service public ferroviaire européen est-il envisageable ? C'est un projet indispensable. Cela peut commencer par des coopérations entre les sociétés de chemins de fer européens.

Mais dans ce cadre, un statut unifié des cheminots est nécessaire, basé sur les meilleurs acquis dans chaque pays.



2€

VIENT DE PARAÎTRE :

«L'Humain d'abord, le programme du Front de Gauche» aux éditions Librio.



C'est dans la perspective d'un débat démocratique autour de ces questions que le Front de gauche organise, la veille du jour où le 1^{er} train voyageurs privé arrivera en gare de Paris Lyon, une rencontre :

Samedi 10 décembre 2011 de 9h à 12h

A l'Espace Reuilly - 21 rue Hénard Paris 12^e

Avec **Pierre Laurent**, Secrétaire national du PCF, **Pascale Le Néouannic**, Secrétaire du Parti de Gauche, **Christian Picquet**, Président de Gauche Unitaire et la participation de responsables syndicaux et d'associations d'utilisateurs.

**FRONT
DE GAUCHE**



WWW.PLACEAUPEUPLE2012.FR